

# NEI

» EXIGEZ PLUS. COMME NOUS.

T1 2021

# RAPPORT DE GESTION ACTIVE DE LA PROPRIÉTÉ

*Suivi de la progression de nos engagements auprès des sociétés et de notre action politique*

## *Dans ce numéro*

### **2 Chiffres**

### **4 Thème en gros plan**

*limiter la rémunération des dirigeants : les sociétés hésitent à faire le premier pas*

### **5 Faits saillants de nos engagements**

Nous dialoguons de politiques de diversité avec **Linamar**, de mobilisation zéro nette avec **CIBC**, d'accès aux médicaments avec les sociétés pharmaceutiques et de réponses à la COVID-19 avec les banques américaines.

### **6 Rapports de progression**

**Rogers Communications** a réitéré sa priorité à la responsabilité sociale d'entreprise; **Facebook** a resserré son approche de modération du contenu des utilisateurs en considération des droits de la personne.

### **8 Faits saillants des engagements des sous-conseillers**

Addenda capital sur les intentions de **Nestlé** en matière de climat et de **LVMH** sur les droits de la personne; Federated Hermes à propos des droits de la personne et des inégalités chez **PayPal**

### **9 Actions politiques**

*Les interventions sur la question du changement climatique se sont multipliées des deux côtés de la frontière*

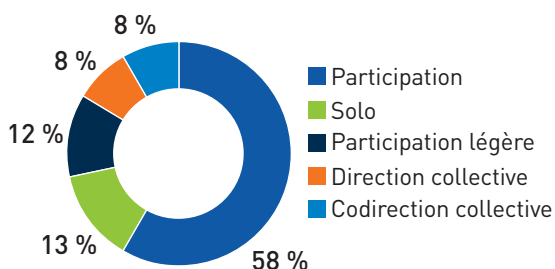
### **11 Liste des sociétés visées par nos engagements**

# CHIFFRES

## Formes d'engagement de NEI

Au premier trimestre, nous avons dirigé 29 % de nos engagements, c'est-à-dire que nous les avons menés nous-mêmes, ou avons dirigé, ou codirigé, le déroulement en compagnie d'un petit groupe d'investisseurs, ou en collaboration avec celui-ci. La direction d'un engagement consiste à déterminer le programme, échauffer la stratégie et l'orientation, diriger les réunions avec le groupe d'investisseurs et organiser les communications ainsi que les réunions avec la société concernée.

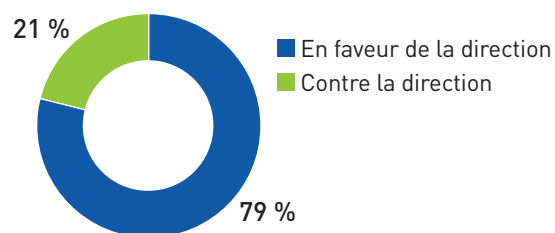
Notons qu'au premier trimestre, nous avons assumé la direction ou la codirection de dialogues visant certaines sociétés dans le cadre d'engagements collectifs comptant plusieurs actionnaires. Tout en continuant à mener des dialogues société par société, nous avons poursuivi des engagements en solo avec les sociétés que nous avons rejointes au quatrième trimestre dans le cadre de notre campagne d'écho sur les votes par procuration pour l'année 2020.



## Instructions de vote

Au premier trimestre, nous avons voté à l'encontre de la direction des sociétés dans 21 % des résolutions à l'ordre du jour des assemblées générales d'actionnaires. Les votes à l'encontre de la direction constituent un indicateur permettant de déterminer si les procurations détenues par une société de fonds d'investissement sont gérées activement au lieu de servir par défaut les intérêts des dirigeants.

Notre équipe se réunit régulièrement afin de déterminer les décisions de vote de la société sur un certain nombre d'enjeux ESG et de propositions d'actionnaires, notamment sur le changement climatique, la diversité et l'inclusion, ainsi que la rémunération des dirigeants. De plus, nous nous efforçons de suivre les discussions au sein des groupes d'investisseurs et plus généralement, afin de prendre des décisions de vote par procuration avisées.

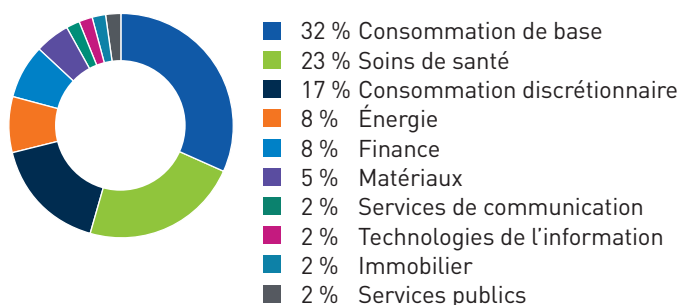


## Qu'est-ce que la gestion active de la propriété?

Notre équipe ESG s'engage activement auprès des sociétés détenues par nos Fonds afin de protéger le capital des investisseurs et le faire fructifier, tout en influant sur l'imputabilité de toutes les parties prenantes. Nous dialoguons directement avec les sociétés pour les prévenir des risques environnementaux, sociaux ou de gouvernance qui menacent leurs activités et proposons des pistes d'amélioration. De plus, nous votons lors des assemblées générales d'actionnaires sur les résolutions concernant les nominations au conseil d'administration, les aspects de gouvernance et les propositions d'actionnaires.

## Engagements par secteurs

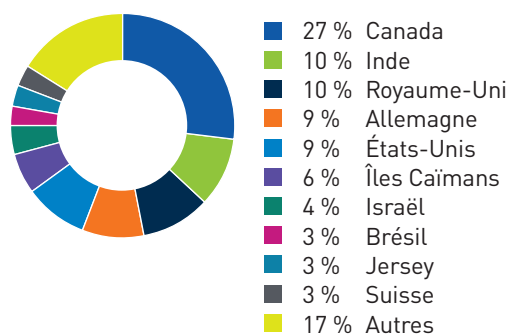
Au premier trimestre, près de la moitié de nos engagements a visé des sociétés des secteurs de la consommation (de base et discrétionnaire) du fait d'initiatives collectives sur plusieurs enjeux ESG. En raison de la pandémie, les engagements dans le secteur des soins de santé demeuraient une priorité. En cumul, ces trois secteurs ont représenté approximativement 75 % de nos efforts d'engagement au premier trimestre. Nous nous attendons à ce qu'une telle concentration se poursuive cette année. La répartition sectorielle de nos engagements varie d'un trimestre à l'autre, en fonction des évolutions particulières de chacun et de la composition de portefeuille.



## Votes par régions

En Amérique du Nord, la plupart des assemblées générales (et donc des votes par procuration) se déroulent au deuxième trimestre, mais certaines sociétés les organisent plus tôt dans l'année. Au premier trimestre, plus d'un tiers des votes que nous avons exprimés concernaient des sociétés canadiennes ou américaines, 25 % pour l'Europe et le solde pour les autres régions du monde.

Dans les faits, les États-Unis représentaient 9 % au premier trimestre, un chiffre qui augmentera très fortement en toute logique au deuxième trimestre et durant le reste de l'année, à mesure que les votes par procuration se poursuivent, d'autant plus que les sociétés américaines représentent une pondération importante dans nos fonds.



## Actualités ESG

En mars, le président américain Joe Biden a dévoilé son plan économique de reconstruction de l'Amérique à l'issue de la COVID. Le plus intéressant tenait moins aux investissements en tant que tels (routes, ponts, chemins de fer ou aéroports) qu'à leur financement, soit par hausse de l'impôt des sociétés. Pour de nombreuses sociétés américaines parfaitement rentables qui n'ont payé presque aucun impôt en 2020, il s'agit d'un choc. Elles doivent réaliser (tout comme bien des actionnaires) que leur responsabilité croissante dans la résolution des enjeux environnementaux et sociaux passe par « une juste part » dans les recettes publiques.

# THÈME EN GROS PLAN : INÉGALITÉS

## *Limiter la rémunération des dirigeants : les sociétés hésitent à faire le premier pas*

**Hasina Razafimahefa, directrice des évaluations ESG et du vote par procuration**

L'inégalité des revenus représente un enjeu sociétal que les entreprises ne peuvent ignorer, la hausse des rémunérations des dirigeants créant un fossé par rapport au salaire moyen des employés. Chaque entreprise reste toutefois méfiante à l'idée d'imposer des réductions, car les rémunérations des dirigeants se déterminent principalement par comparaison avec celles offertes par les concurrentes et aucune ne veut perdre son chef de la direction parce qu'il trouverait mieux ailleurs.

À la suite des lettres envoyées l'an dernier dans le cadre de notre campagne d'écho sur le vote par procuration visant à souligner nos préoccupations de rémunération excessive des dirigeants, NEI a rencontré **Manuvie, Visa, Intel et Thomson Reuters** au premier trimestre. Nous avons exprimé notre désaccord lors du vote consultatif sur la rémunération de leurs dirigeants et avons même, dans les cas les plus sérieux, voté à l'encontre de membres du comité de rémunération.

Le fait d'offrir des salaires concurrentiels ne pose pas réellement de problème, mais l'attribution d'augmentations exponentielles sur plusieurs années finit par en créer un. Nous reconnaissons qu'il n'est pas évident pour une entreprise de passer la première pour limiter la rémunération de ses dirigeants, mais nous avons souligné à quel point le coût de l'*inaction* s'avérerait catastrophique. Nous avons encouragé les sociétés à examiner la rémunération de leurs dirigeants dans un contexte sociétal afin de voir dans quelle mesure il se justifie. Nous avons également contesté l'hypothèse selon laquelle le salaire constitue l'unique levier dont dispose une entreprise pour attirer les meilleurs dirigeants. D'autres mesures incitatives existent certainement, sinon comment les sociétés parviendraient-elles à retenir leurs employés à des salaires bien plus faibles?

Manuvie, Visa, Intel et Thomson Reuters ont reconnu le risque posé par l'inégalité des revenus et le bien-fondé de nos préoccupations, montrant en outre de l'intérêt pour notre approche de comparaison du salaire des

dirigeants avec le revenu médian aux États-Unis et au Canada. Aucune n'a contesté le risque systématique que comporte l'inégalité des revenus. Elles ont toutefois remis en cause le seuil d'identification d'une rémunération excessive. Certaines ont estimé que l'aspect le plus important tenait au montant réellement versé aux dirigeants après prise en compte des résultats de la société, et non à l'objectif de rémunération réalisable. D'autres ont mis de l'avant les impôts et dons versés par leurs dirigeants pour le bien de la collectivité, afin de minimiser l'impact de ces rémunérations. Dans ce contexte, nous avons attiré l'attention des entreprises sur leur philosophie de rémunération. Dans les faits, ces salaires excessifs proviennent intrinsèquement de politiques consistant avant tout à rétribuer les dirigeants, avant même de tenir compte des résultats de la société. Or, les sociétés qui affectent une partie du salaire de leurs dirigeants à d'autres dépenses peuvent créer une valeur durable et bien plus significative pour leurs employés ainsi que pour la collectivité.

Les entreprises américaines ont l'obligation en vertu des lois sur les valeurs mobilières de divulguer leur ratio d'équité salariale, lequel se base sur le salaire total de leur chef de la direction par rapport au salaire moyen des employés. Nous avons toujours craint que cette information se prête aisément à des manipulations aux conséquences imprévisibles, mais compte tenu du manque de progrès dans la communication d'autres renseignements permettant des comparaisons verticales, nous encourageons les sociétés à utiliser ce ratio, dans l'attente de mieux. Nous avons demandé à Visa et à Intel d'examiner si l'écart de salaire actuellement révélé par ce ratio paraissait acceptable.

Nous suivons de près la façon dont ces sociétés tiennent compte du contexte sociétal pour la rémunération de leurs dirigeants et nous efforcerons de nous engager auprès des 36 autres sociétés visées par notre campagne d'écho sur le vote par procuration.

# FAITS SAILLANTS DE NOS ENGAGEMENTS

## Favoriser la diversité chez Linamar

**Thème :** Inégalités

**Sous-thème :** Diversité et inclusion

En Ontario, le fabricant **Linamar** pose des jalons visant à améliorer la diversité homme-femme au travail, mais des progrès restent à accomplir. NEI a rencontré deux membres de la haute direction de l'entreprise afin de justifier son vote à l'encontre des membres du comité de nomination lors de la dernière assemblée générale. Actuellement, Linamar ne répond pas à nos attentes de deux administratrices indépendantes. L'entreprise reconnaît qu'elle peut mieux faire en matière de recrutement de femmes de façon générale et s'efforce de mettre en œuvre une politique plus inclusive.

**Prochaines étapes :** Nous suivons de près la composition du conseil d'administration et attendons des améliorations de la politique de diversité au conseil d'administration et des divulgations sur la diversité homme-femme et au-delà.

## Communiquer avec les sociétés pharmaceutiques sur l'accès aux médicaments

**Thème :** Inégalités

**Sous-thème :** Égalité des chances

Les laboratoires pharmaceutiques ont obtenu des résultats mitigés dans la promotion d'un accès mondial aux traitements et aux vaccins contre la COVID-19. En revanche, nous apprécions leur volonté d'impliquer les investisseurs depuis le début de la pandémie. NEI s'est adressée à Astra Zeneca, Pfizer et Johnson & Johnson lors d'un événement organisé par la Fondation de l'accès aux médicaments. Nous avons appris qu'AstraZeneca avait l'intention d'appliquer les enseignements tirés du vaccin contre la COVID-19 à d'autres produits et que J&J s'attendait à ce que la prochaine étape de promotion d'un meilleur accès aux médicaments passe par une réflexion sur l'adéquation de sa culture de l'innovation.

**Prochaines étapes :** En collaboration avec d'autres investisseurs, nous affinons stratégiquement notre approche lors des assemblées générales des sociétés pharmaceutiques afin de promouvoir l'accès mondial aux vaccins et aux traitements contre la COVID-19..

## CIBC prête à s'engager sur le zéro net

**Thème :** Transition énergétique

**Sous-thème :** Zéro émission nette

**CIBC** se trouve légèrement devancée par les autres banques canadiennes sur les aspects ESG, mais rattrape son retard et a montré qu'elle tenait à s'améliorer. NEI a participé avec d'autres sociétés d'investissement à un appel annuel organisé par la présidente de la banque (seule femme à ce poste) et d'autres membres du conseil d'administration, au sujet notamment de la réduction des émissions de carbone. Nous avons encouragé la banque à se fixer des objectifs zéro nets et à les communiquer, nombre de ses concurrents l'ayant déjà fait.

**Prochaines étapes :** CIBC a lancé un projet de trois ans visant à établir le statut de référence de son portefeuille de prêts en matière d'émissions. Nous comptons bien suivre les progrès de cette initiative et offrir nos conseils dans la mesure du possible.

## Citigroup améliore son suivi des prêts COVID

**Thème :** Inégalités

**Sous-thème :** Diversité et inclusion

**Citigroup** et **Bank of America** ont réagi sans éclat, mais de façon adéquate, à la situation sanitaire, en privilégiant la santé et la sécurité de leurs employés par la mise à disposition d'un accompagnement dans la transition au télétravail, le versement de primes aux travailleurs essentiels et une bonification des avantages sociaux. NEI a rencontré des cadres de la banque dans le cadre d'une réunion annuelle organisée par le Centre œcuménique sur la responsabilité sociale, encourageant un examen de leurs services bancaires numériques sous un angle de diversité et d'inclusion.

**Prochaines étapes :** Citigroup a déclaré qu'elle mettrait en œuvre un processus visant à mieux suivre les versements effectués dans le cadre des prêts de soutien pour cause de pandémie, afin d'assurer leur inclusivité, le système actuel ne donnant pas suffisamment d'informations.

# RAPPORT DE PROGRESSION : FACEBOOK

## Secteur

Technologies de l'information

## Thème, sous-thème

Droits de la personne, gouvernance dans les technologies

## Objectif de développement durable des Nations Unies sous-jacent



## Activité

Réunion virtuelle en petit groupe

## Réaction

Positive

## Fonds (changements possibles sans préavis)

Fonds d'actions canadiennes NEI, Fonds d'actions mondiales NEI, Mandat NEI actions mondiales, Fonds de valeur mondial NEI, Fonds d'actions américaines ER NEI

## Amélioration du programme de modération du contenu, mais des progrès restent à accomplir.

Facebook a revu et amélioré son approche en matière de modération du contenu, de supervision des droits de la personne et de politique de gouvernance par la publication d'une politique traitant de ces questions, encore imparfaite du propre aveu de l'entreprise.

NEI et un petit groupe d'investisseurs ayant des points de vue convergents ont rencontré des représentants de Facebook, principalement pour savoir dans quelle mesure la société progressait en matière de modération du contenu. La réunion était organisée par l'Alliance des investisseurs pour les droits de la personne, un groupe auquel nous adhérons depuis de nombreuses années et dont nous siégeons au comité consultatif. Un conseiller principal en droit de la personne et un membre de l'équipe de la politique de contenu représentaient Facebook.. Même si les deux employés disposaient d'une expérience en ressources humaines, nous estimons important de rester vigilants sur l'assimilation de politiques progressives au niveau de la haute direction et du conseil d'administration.

Dans l'ensemble, la réunion nous a semblé productive, Facebook posant des jalons utiles dans un environnement délicat. Les représentants nous paraissaient candides sur les difficultés entourant la modération du contenu de la plateforme, lesquelles se sont aggravées en 2020 en raison de la pandémie, de l'élection présidentielle aux États-Unis et de la résurgence d'un racisme systémique, tous les médias sociaux regorgeant de commentaires parfois sordides.

En revanche, les intentions affichées par Facebook de soutenir et protéger les comptes des utilisateurs qui défendent les droits de la personne nous apparaissent positives, l'accessibilité et la liberté offertes par les réseaux sociaux s'avérant essentielles pour l'expression de leurs opinions, l'attrait de soutiens et la création du changement.

Nous observons toutefois une lacune assez flagrante dans les nouvelles politiques de Facebook, qui ne mentionnent aucunement les enjeux des droits de la personne sur la question de la publicité ciblée, un aspect essentiel de son modèle d'affaires. La société devra analyser les contradictions potentielles qui émanent du besoin d'attirer un revenu publicitaire tout en souhaitant protéger les droits de la personne. Nous en avons mesuré les risques l'an dernier avec la campagne #stophateforprofit. Facebook paraît plutôt discrète pour l'instant sur la façon dont elle compte résoudre ce problème lorsque certains messages offensants pourraient rester à la vue des utilisateurs et se propager dans le réseau.

**Prochaines étapes :** Nous comptons bien analyser le rapport annuel d'impact sur les droits de la personne de la société dans l'espoir que celui-ci témoigne des efforts entrepris pour traiter ces risques inhérents à son modèle d'affaires. Facebook a laissé la porte ouverte à un suivi et il s'agit, à notre avis, du début d'un long dialogue.

# RAPPORT DE PROGRESSION : ROGERS COMMUNICATIONS

## Secteur

Services de communication

## Thèmes, sous-thèmes

Transition énergétique, engagements zéro nets  
Inégalités, diversité et inclusion

## Objectifs de développement durable des Nations Unies sous-jacents



## Activité

Réunion de suivi avec les hauts dirigeants

## Réaction

Très positive

## Fonds (changements possibles sans préavis)

Fonds d'actions canadiennes ER NEI, Fonds de dividendes canadiens NEI, Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI

## Une approche revigorée de la responsabilité sociale d'entreprise

Rogers Communications a fait de l'amélioration de ses résultats ESG une priorité, renouvelant notamment ses efforts de réduction d'émissions de GES tout en consolidant ses efforts de diversité et d'inclusion.

NEI a rencontré cette importante société canadienne, au moment où elle mène une transaction de taille (non encore approuvée) pour racheter Shaw Communications. Les représentants de l'entreprise que nous avons rencontrés provenaient de plusieurs fonctions de haute direction, notamment de communication, d'affaires juridiques et réglementaires, de sécurité de l'information et des ressources humaines. Ils ont accepté avec plaisir notre invitation et, dans l'ensemble, l'activité s'est avérée productive et prometteuse.

Bien placée dans l'ordre du jour figurait une discussion sur la stratégie climatique de la société. Nous avons été ravis de constater que Rogers s'efforçait de respecter les directives du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques et comptait bien s'en inspirer pour ses rapports. La société s'est d'ailleurs fixé un objectif de réduction de ses émissions de GES de 25 % d'ici 2025 et évalue actuellement de nouvelles initiatives. Nous l'avons félicitée pour ses efforts jusqu'à présent, convenant qu'elle se trouvait sur la bonne voie, mais l'avons également encouragée à se fixer des objectifs plus ambitieux, notamment en s'arrimant aux dispositions de l'accord de Paris qui prévoit des

émissions zéro nettes d'ici 2050. Rogers s'estime encore relativement au début de ses efforts pour un tel engagement, un point de vue qui nous semble justifié pour l'instant, mais pas à long terme.

Nous avons également saisi l'occasion d'analyser la progression de Rogers sur la question de la diversité et de l'inclusion. À notre avis, la société franchit des étapes significatives et ses dirigeants apparaissent mobilisés pour atteindre l'objectif d'un effectif qui reflète la pleine diversité de notre pays. Celui-ci s'inscrit dans une stratégie quinquennale relevant directement du chef de la direction, et tous les hauts dirigeants s'astreignent à suivre l'atteinte de leurs objectifs pour les équipes dont ils ont la responsabilité. Notons que l'initiative date de plusieurs années, avec notamment l'établissement d'un conseil de la diversité et de l'inclusion en 2015. Rogers de plus a été nommée parmi les meilleurs employeurs en matière de diversité par Mediacorp.

**Prochaines étapes :** Nous continuerons d'encourager Rogers à déployer des efforts permettant un accès équitable à ses services numériques, la connexion à Internet devenant aujourd'hui indispensable pour la plupart des Canadiens. Notons que dans le cadre du rachat de Shaw, Rogers a annoncé la création d'un fonds d'un milliard de dollars visant la connexion à haute vitesse des résidents de collectivités isolées, autochtones ou rurales dans l'Ouest canadien.

# FAITS SAILLANTS DES ENGAGEMENTS DES SOUS-CONSEILLERS

## Suivi des intentions climatiques de Nestlé

### *Addenda Capital*

Addenda a échangé plusieurs courriels avec **Nestlé** pour régler les questions entourant son plan d'action climatique communiqué à la fin du quatrième trimestre 2020. Le sous-conseiller avait porté à la connaissance de l'entreprise l'an dernier les occasions qui se présentaient à elle pour traiter le problème du risque climatique et des émissions dans sa chaîne d'approvisionnement mondiale. Nestlé compte sur l'agriculture régénérative, la reforestation, la réduction des déchets et la recyclabilité pour atteindre d'ambitieux objectifs d'émissions zéro nettes dans ses approvisionnements. Les courriels d'Addenda mentionnaient les possibilités offertes par les compensations et le dimensionnement des propositions d'initiatives en matière d'agriculture. Le sous-conseiller s'efforce de suivre le déploiement du plan de Nestlé ainsi que ses avancées en matière d'émissions et de risques.

## Incitation à davantage de divulgations de LVMH

### *Addenda Capital*

Le sous-conseiller s'est entretenu par téléphone avec **LVMH** au sujet de ses pratiques de diligences raisonnables pour le risque d'esclavage moderne auprès de ses fournisseurs. À la lumière des preuves de travail forcé des Ouïghours dans l'industrie textile au Xinjiang (en Chine), Addenda communique de façon proactive avec l'ensemble des sociétés potentiellement exposées, mais aucune allégation ne lie LVMH à ces pratiques. La conversation a permis de clarifier certains aspects positifs à l'échelle du groupe, tels que des normes minimales et des formations ciblées. Addenda a encouragé LVMH à divulguer davantage de renseignements sur les processus d'identification du risque systémique, à envisager des initiatives collectives mondiales visant à éliminer le recours à certains frais de recrutement et autres méthodes associées au travail forcé.

## Suggestions d'amélioration chez PayPal

### *Federated Hermes (T4, 2020)*

**PayPal** a reconnu au quatrième trimestre 2020 la nécessité de mieux expliquer ses processus et politiques en matière de droits de la personne, confirmant qu'elle avait l'intention de terminer le projet visant justement une meilleure visibilité de cet aspect d'ici la fin du deuxième trimestre. Federated Hermes avait expliqué à la société plus tôt l'an dernier qu'elle aurait intérêt à conduire une évaluation de son impact sur les droits de la personne, lui demandant en outre de mettre au point une stratégie visant à aider les commerçants et les consommateurs finaux à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, ainsi qu'à se fixer des objectifs pour augmenter la proportion d'employés afro/latino-américains dans son effectif, en particulier à des fonctions techniques et de gestion. PayPal a bien accueilli toutes les recommandations.



# ACTIONS POLITIQUES

## *Les interventions sur la question du changement climatique se sont multipliées des deux côtés de la frontière*

**Jamie Bonham, directeur, Engagements auprès des sociétés**

Le premier trimestre a réservé de significatives évolutions qui augurent bien pour les priorités de NEI en matière d'actions politiques. De surcroît, la nouvelle administration américaine a clairement exprimé sa priorité envers l'action climatique, un revirement qui aura des effets majeurs pour le Canada et concerne de nombreux aspects sur lesquels nous avons multiplié les initiatives, de l'imposition de normes ambitieuses pour les émissions des véhicules à la réduction des rejets de méthane dans le secteur gazier et pétrolier. La nouvelle administration semble bien décidée à mener des changements substantiels que nous soutiendrons dans le cadre de nos initiatives collectives aux États-Unis, le tout ayant de bonnes chances de rejaillir favorablement au nord de la frontière sous forme de politiques ambitieuses.

Au Canada, la Cour suprême a d'ailleurs statué sur la constitutionnalité de la stratégie fédérale de tarification du carbone, dissipant la principale incertitude qui entourait les intentions climatiques du gouvernement et encourageant au passage les pouvoirs publics et organisations sectorielles à redoubler d'attention sur l'innovation.

Le gouvernement fédéral a également publié son projet de réglementation sur les combustibles propres afin de recueillir des commentaires. Nous estimons qu'il s'agit d'une initiative cruciale en matière de législation qui permettra de réels progrès dans la réduction des émissions. Notre réponse à la consultation a confirmé notre soutien à cette norme, soulignant son effet potentiel pour favoriser l'innovation et permettre ainsi aux entreprises canadiennes dans ce secteur d'activité d'améliorer leur compétitivité à l'échelle internationale. Dans nos interactions avec les sociétés, nous avons entendu à de maintes reprises qu'elles comptaient surtout sur un minimum de certitudes et de stabilité sur le plan de la réglementation avant d'entreprendre tout investissement majeur pour la réduction de leurs émissions.

Bien qu'elle soit passée relativement inaperçue, la réponse initiale du gouvernement de l'Ontario aux recommandations du groupe de travail sur la modernisation des marchés de capitaux aura également des incidences potentiellement significatives pour les divulgations concernant le climat au Canada. À ce titre, le gouvernement a souligné l'importance que l'Ontario adopte des divulgations climatiques conformes aux recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques, mandatant la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) à cette fin. Nous avons contribué à la rédaction de la soumission qui a conduit à la recommandation et effectuerons du lobbying auprès de la CVMO pour qu'elle la mette en œuvre. Nous comptons encourager d'autres autorités provinciales de réglementation des valeurs mobilières à suivre le mouvement.

Nous soutiendrons en outre, et sur plusieurs fronts, la consultation de la Securities and Exchange Commission des États-Unis concernant la qualité, la forme et le champ d'application des divulgations climatiques, une initiative qui annonce potentiellement une réglementation à court terme. Il faut, à notre avis, saisir la balle au bond lorsqu'une possibilité d'obliger les entreprises à divulguer des renseignements d'ordre climatique se présente, et l'année 2021 pourrait consacrer ce but de longue date.

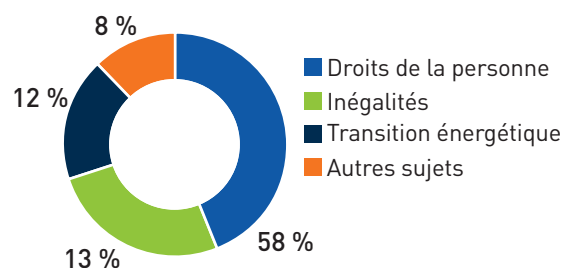


## AUTRES ACTIVITÉS POLITIQUES

- Nous avons soumis des commentaires du International Corporate Governance Network sur ses propositions de révision des principes de gouvernance mondiale.
- Dans le cadre de l'initiative des champions de la forêt boréale, nous avons cosigné une lettre adressée au gouvernement fédéral indiquant notre soutien des nouveaux investissements de conservation, d'administration et de réconciliation économique à l'initiative des peuples autochtones qui s'inscrivent dans le plan de reprise à l'issue de la pandémie.
- Nous avons signé un énoncé mondial d'investisseurs soutenant un accès équitable aux vaccins, médicaments et tests de dépistage de la COVID-19.
- Nous avons soumis des commentaires au Conseil des normes de comptabilité durable sur l'importance des aspects de capital humain, notamment la diversité et l'inclusion, les salaires des employés ainsi que leur santé mentale et physique.
- Nous avons participé à la consultation du gouvernement fédéral sur son projet de réglementation pour des combustibles propres, soutenant la mise en œuvre de la norme et suggérant des façons de la renforcer.
- Nous avons rencontré le Conseil des normes de comptabilité durable sur l'élaboration de nouvelles méthodes de divulgation concernant la modération du contenu et la gouvernance dans le secteur des technologies.
- Nous avons signé un énoncé d'investisseurs soulignant les attentes du secteur des soins à domicile sur certains sujets essentiels comme la santé et la sécurité des employés, l'adéquation des salaires et des conditions de travail, ainsi que la qualité des prestations.

# LISTE D'ENGAGEMENTS AUPRÈS DES SOCIÉTÉS

## Dialogues par thèmes




## Liste alphabétique des sociétés visées par nos engagements entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 mars 2021

La liste peut ne pas être exhaustive. Les positions indiquées peuvent changer sans préavis.

Sociétés	Secteurs	Thème	Sous-thème :	Fonds NEI
<b>Adidas</b>	Consommation discrétionnaire	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement	Actions internationales ER NEI
<b>Alphabet</b>	Services de communication	Droits de la personne	Risques liés à chaîne d'approvisionnement, diligences raisonnables dans le domaine des droits de la personne	Actions canadiennes ER NEI, Dividendes canadiens NEI, Actions canadiennes NEI, Actions mondiales NEI, Mandat NEI actions mondiales, Actions mondiales ER NEI, Équilibré durable mondial ER NEI, Actions américaines ER NEI
<b>Amazon</b>	Consommation discrétionnaire	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement, diligences raisonnables dans le domaine des droits de la personne	Actions mondiales NEI, Mandat NEI actions mondiales, Actions mondiales ER NEI, Actions américaines ER NEI
<b>Apple</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement, gouvernance dans les technologies	Actions mondiales NEI, Mandat NEI actions mondiales, Actions mondiales ER NEI, Équilibré durable mondial NEI, Actions américaines ER NEI
<b>AstraZeneca</b>	Soins de santé	Inégalités	Égalité des chances	Position vendue
<b>Bank of America</b>	Finance	Transition énergétique	Conformité aux recommandations du TCFD, promotion de la théorie des parties prenantes	Dividendes canadiens NEI, Mandat NEI actions mondiales, Actions mondiales ER NEI, Obligations d'impact mondial NEI, Équilibré durable mondial NEI, Actions américaines ER NEI

Sociétés	Secteurs	Thème	Sous-thème :	Fonds NEI
<b>CIBC</b>	Finance	Inégalités, transition énergétique	Accès équitable, engagements zéro nets	Dividendes canadiens NEI, Actions canadiennes NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI, Croissance et revenu NEI, Mandat NEI revenu fixe, Marché monétaire NEI
<b>Cisco Systems</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement	Dividendes canadiens NEI, Dividendes américains NEI
<b>Citigroup</b>	Finance	Transition énergétique	Conformité aux recommandations du TCFD, promotion de la théorie des parties prenantes	Obligations canadiennes NEI, Actions canadiennes NEI, Obligations mondiales à rendement global NEI, Obligations mondiales à rendement global NEI, Actions mondiales ER NEI
<b>Facebook</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Gouvernance technologique	Actions canadiennes NEI, Actions mondiales NEI, Mandat NEI actions mondiales, Valeur mondiale NEI, Actions américaines ER NEI
<b>H&amp;M</b>	Consommation discrétionnaire	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement	Dividendes mondiaux ER NEI
<b>Intel</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne, inégalités	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement, rémunération équitable	Valeur mondiale NEI
<b>Johnson &amp; Johnson</b>	Soins de santé	Inégalités	Égalité des chances	Actions américaines ER NEI, Dividendes mondial ER NEI, Mandat NEI actions mondiales, Actions actions américaines ER NEI
<b>Kinder Morgan</b>	Énergie	Transition énergétique	Zéro émission nette	Dividendes américains NEI
<b>Kirkland Lake Gold</b>	Matériaux	Inégalités	Diversité et inclusion	Indiciel canadien amélioré ESG NEI
<b>L Brands</b>	Consommation discrétionnaire	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement	Obligations mondiales à rendement élevé NEI
<b>Lightspeed POS</b>	Technologies de l'information	Inégalités	Diversité et inclusion	Indiciel canadien amélioré ESG NEI
<b>Linamar</b>	Consommation discrétionnaire	Inégalités	Diversité et inclusion	Actions canadiennes ER NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI
<b>LVMH</b>	Consommation discrétionnaire	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement	Actions mondiales NEI, Actions internationales ER NEI
<b>Microsoft</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement	Dividendes canadiens NEI, Obligations mondiales à rendement global NEI, Dividendes mondial ER NEI, actions mondiales NEI, Mandat NEI actions mondiales, Actions mondiales ER NEI, Actions américaines ER NEI

Sociétés	Secteurs	Thème	Sous-thème :	Fonds NEI
<b>Navient</b>	Finance	Droits de la personne	Diligences raisonnables dans le domaine des droits de la personne, promotion de la théorie des parties prenantes	Obligations mondiales à rendement élevé NEI
<b>Nike</b>	Consommation discrétionnaire	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement	Actions mondiales NEI
<b>Nintendo</b>	Services de communication	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement	Actions mondiales NEI
<b>Nokia</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement	Équilibré durable mondial NEI
<b>Pfizer</b>	Soins de santé	Inégalités	Égalité des chances	Dividendes canadiens NEI, Dividendes américains NEI
<b>Procter &amp; Gamble</b>	Consommation de base	Inégalités, transition énergétique	Diversité et inclusion, circularité des plastiques, promotion de la théorie des parties prenantes	Dividendes mondial ER NEI, Mandat NEI actions mondiales, Actions mondiales ER NEI, Actions américaines ER NEI
<b>Rogers Communications</b>	Services de communication	Inégalités	Diversité et inclusion	Actions canadiennes ER NEI, Dividendes canadiens NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI
<b>Samsung</b>	Technologies de l'information	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement	Marchés émergents NEI, Actions mondiales NEI, Actions mondiales ER NEI, Valeur mondiale NEI
<b>Sony</b>	Consommation discrétionnaire	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement	Actions mondiales NEI, Mandat NEI actions mondiales, Actions mondiales ER NEI, Valeur mondiale NEI
<b>Thomson Reuters</b>	Consommation discrétionnaire	Inégalités	Rémunération équitable	Mandat NEI actions canadiennes, Indiciel canadien amélioré ESG NEI
<b>TJX Cos</b>	Consommation discrétionnaire	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement	Actions mondiales NEI, Actions mondiales ER NEI
<b>Toromont Industries</b>	Industries	Transition énergétique	Adhésion aux recommandations du TCFD	Actions canadiennes ER NEI, Actions canadiennes petite capitalisation ER NEI, obligations canadiennes NEI, Indiciel canadien amélioré ESG NEI, Mandat NEI revenu fixe
<b>Visa</b>	Finance	Inégalités	Rémunération équitable	Dividendes mondial ER NEI, Mandat NEI actions mondiales, Actions mondiales ER NEI, Équilibré durable mondial NEI, Actions américaines ER NEI
<b>Walt Disney Co</b>	Consommation discrétionnaire	Droits de la personne	Risques liés à la chaîne d'approvisionnement, diligences raisonnables dans le domaine des droits de la personne	Actions mondiales ER NEI



**Communiquez avec votre conseiller aujourd'hui  
pour savoir comment les solutions  
d'investissement responsables de NEI peuvent  
vous aider à atteindre vos objectifs.**

# NEI

Ce document est fourni à des fins éducatives et d'information uniquement et ne vise pas à apporter précisément des conseils financiers, juridiques, comptables, fiscaux, de placement ou de toute autre nature. Les opinions exprimées aux présentes peuvent changer sans préavis, les marchés évoluant en permanence. L'information contenue aux présentes est considérée comme fiable, mais NEI ne garantit ni son exhaustivité ni son exactitude. Les opinions exprimées à l'égard d'une société, d'un titre, d'un secteur, ou d'un marché en particulier ne doivent pas être interprétées comme une intention de réaliser des transactions concernant un fonds géré par Placements NEI. Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties concernant des rendements futurs et les résultats réels peuvent être substantiellement différents des prévisions en raison de risques et d'incertitudes. Il faut éviter de se fier indûment aux informations prospectives.

Des commissions, commissions de suivi, frais de gestion et dépenses peuvent tous être associés à des investissements dans des fonds communs de placement. Veuillez consulter le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur change fréquemment et le rendement antérieur peut ne pas être reproduit.

Placements NEI est une marque de commerce déposée de Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. (« NEI S.E.C. »). Placements NordOuest & Éthiques inc. est commanditée de NEI S.E.C. et filiale entièrement détenue par Patrimoine Aviso inc. (« Aviso »). Aviso est la seule commanditaire de NEI S.E.C. Aviso est une filiale à part entière de Commandité Patrimoine Aviso S.E.C., qui est elle-même détenue à 50 % par Desjardins Holding financier inc. et à 50 % par une société en commandite appartenant aux cinq caisses provinciales Credit Union (les « Caisses ») ainsi qu'au groupe CUMIS.

2000016F 05/21